

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE SEPTEMBRE 2015

OCTOBRE 2015

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Au mois de septembre 2015, les perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE indiquent une croissance mondiale qui devrait se situer à 3,0 % en 2015, soit une contraction de 0,3 point par rapport au niveau de 3,3 % réalisé en 2014. Cette situation est expliquée par la stagnation du commerce mondial ainsi que la détérioration des conditions financières.

Ce niveau de croissance tient à l'augmentation de la consommation des ménages et à l'amélioration de l'emploi dans les économies avancées, principalement aux Etats-Unis, mais contrebalancée par l'atonie observée dans les économies émergentes et en développement. En 2016, les économies avancées devraient connaître une accélération de la croissance.

Par ailleurs, le mois de septembre a été marqué par la soixante-dixième Assemblée générale des Nations Unies où il a été question de l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) en vue de contribuer à l'essor économique et social des pays. Lesdits objectifs devraient constituer un ensemble universel d'objectifs, de cibles et d'indicateurs à utiliser par les Etats membres des Nations Unies pour formuler des plans et politiques à l'échelle nationale au cours des quinze prochaines années.

1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

1.2.1 Pool Europe

Les statistiques publiées au cours du mois de septembre 2015 indiquent une croissance faible dans la Zone Euro en dépit des mesures d'assouplissement quantitatif, de la baisse du prix du pétrole et de la faiblesse de l'euro par rapport au dollar. Après une croissance de 0,4 % réalisée au second trimestre, la BCE table sur un taux de croissance de 1,4 % en 2015, soit une contraction de 0,1 % par rapport aux prévisions initiales. Cette révision à la baisse s'explique par le recul de la demande mondiale exacerbée par les inquiétudes sur l'économie chinoise.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, le Comité de politique monétaire de la Fed a, au cours de sa réunion mensuelle du mois de septembre, décidé de maintenir sa politique monétaire inchangée. Toutefois, la Fed envisage la possibilité d'un retournement de sa politique monétaire avant fin 2015 au regard de la stabilité des prix et de la solidité de l'économie américaine. Cette situation, dont les effets économiques et financiers ont en partie été consommés au travers du Forward guidance, ne devrait pas accentuer les pressions sur les économies émergentes qui avaient bénéficié des largesses liées à l'orientation actuelle de la politique monétaire de la Fed.

S'agissant particulièrement du taux de chômage, il est ressorti à 5,1 % au mois de septembre 2015 comme en août.

1.2.3. Pays émergents : la Chine

L'Indice PMI publié en septembre 2015 révèle une contraction de l'activité manufacturière pour le mois sous revue, soit à 47,0 contre 47,3 en août 2015. Ces chiffres confirment le ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance qui s'établirait à 7,0 % en 2015 contre 7,3 % en 2014.

1.2.4. Pool Afrique

Dans son rapport intitulé « *Global Financial Development Report 2015-2016 : Long-term Financing* », la Banque mondiale a souligné l'importance du financement long sur la croissance économique des pays en développement. Selon cette Institution, l'absence du financement à long terme des investissements, depuis la crise financière de 2008, limite l'expansion de l'activité dans ces économies et constitue un frein à l'accès à l'éducation et à la réduction de la pauvreté.

Ainsi, les Gouvernements devraient entreprendre à des réformes institutionnelles afin de promouvoir la stabilité macroéconomique, installer un système bancaire et d'investissement réglementé et juridiquement contraignant, protégeant les emprunteurs et les bailleurs tout en encadrant les marchés financiers et les investisseurs institutionnels.

Il y a lieu de souligner que la croissance en Afrique s'inscrit sur une tendance baissière depuis près de cinq années, gangrenée par de faiblesses structurelles ainsi que par des facteurs exogènes généralement induits par les pays avancés et émergents avec lesquels l'Afrique entretient des liens commerciaux durables et solides.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

A fin septembre 2015, les cours des produits énergétiques et miniers ont globalement baissé tandis que ceux des produits agricoles ont augmenté comme l'indiquent les tableaux ci-dessous :

Tableau 1 : Produits miniers et énergétiques

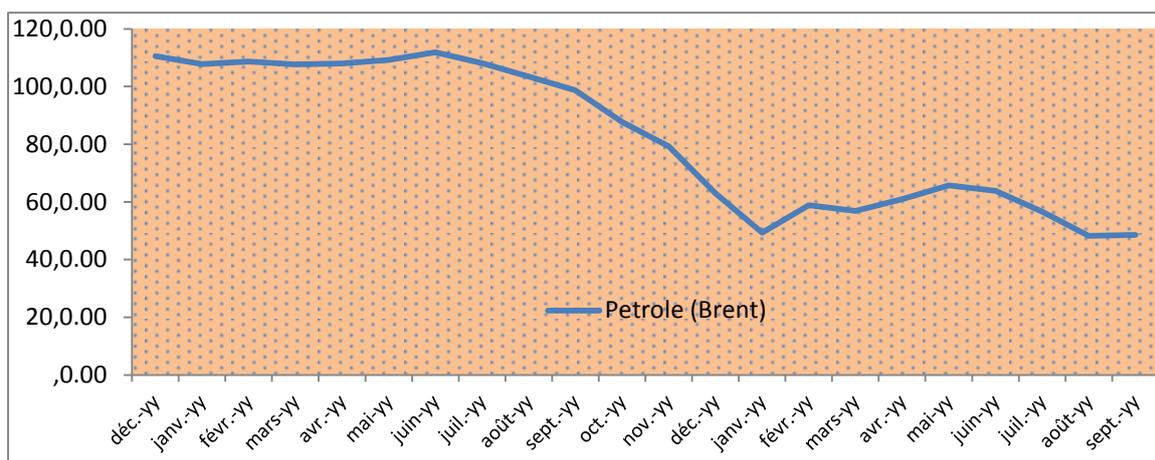
	dec-14	30-janv-15	31-août-15	30-sept-15
Produits énergétiques				
Pétrole (brent) \$/baril				
cours	62,99	49,39	48,24	48,54
Variation annuelle (en %)		-21,59	-23,42	-22,94
Produits miniers				
Cuivre LME \$/tm				
cours	6 428,78	5 868,02	5 087,43	5 217,32
variation (en %)		-8,72	-20,86	-18,84
Cobalt Londres \$/tonne				
cours	31 535,66	31 775,47	30 071,48	30 022,08
Variation annuelle (en %)		0,76	-4,64	-4,80
Produit agricoles				
cours du riz Chicago Cts/lb				
cours	12,1	11,18	11,64	12,58
Variation annuelle (en %)		-7,60	-3,80	3,97
Blé Chicago \$/tonne				
cours	614,66	542,95	499,23	489,95
Variation annuelle (en %)		-11,67	-18,78	-20,29
Maïs Chicago \$/tonne				
cours	146,09	142,51	135,23	137,03
Variation annuelle (en %)		-2,45	-7,43	-6,20

Sources : Les échos, Banque Centrale du Congo.

1.3.1 Pétrole brut

A fin septembre 2015, le prix du pétrole a légèrement baissé, dans un marché morose sur les perspectives des prix pour les prochains mois. Le cours du Brent s'est situé en moyenne mensuelle à 48,54 USD le baril, soit une régression de 0,62 % un mois plutôt et 22,9 % par rapport à la moyenne fin décembre 2014.

**Graphique 1 : Evolution du cours de pétrole en 2015
(en USD le baril)**



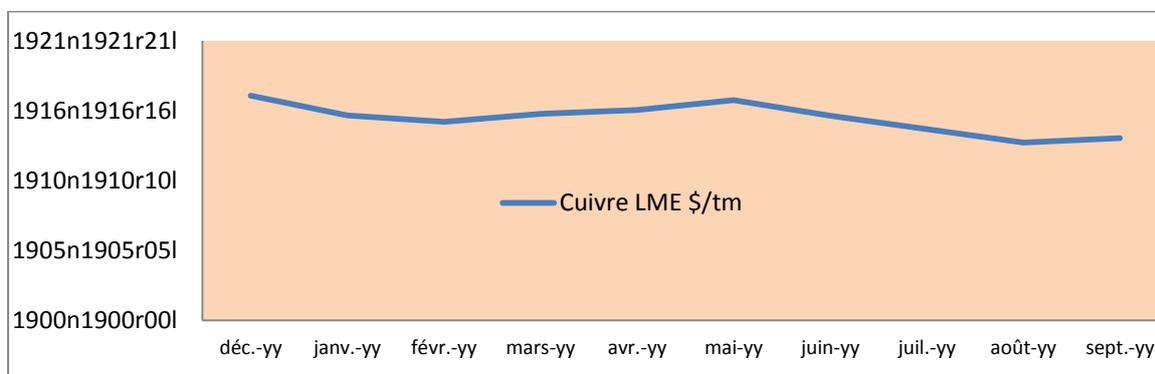
Source : Banque Centrale du Congo

1.3.2 Produits miniers

➤ Le cuivre

Le prix du cuivre a légèrement augmenté de 2,6 % par rapport à la situation du mois d'août, tournant autour d'une moyenne de 5.217,32 USD la tonne à la suite notamment des pesanteurs liées à la demande mondiale de ce produit et singulièrement celle de la Chine en essoufflement.

**Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre en 2015
(En USD la tonne)**

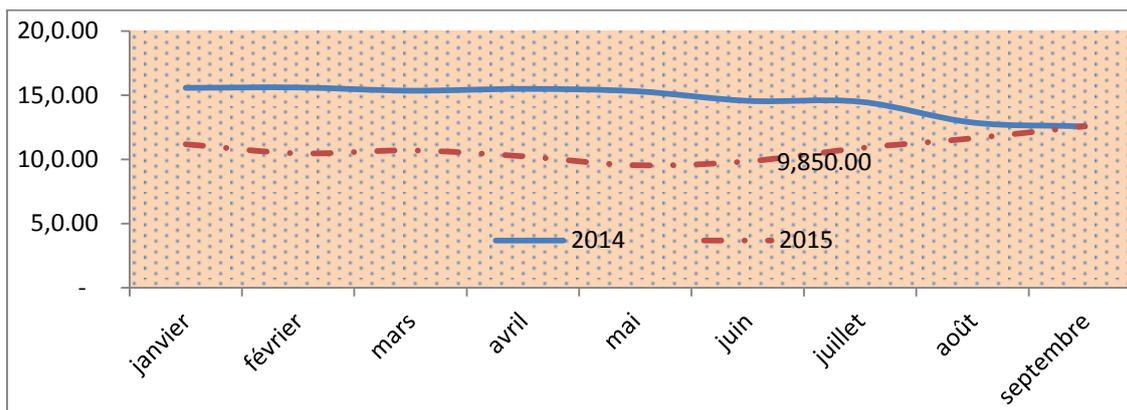


Source : Banque Centrale du Congo.

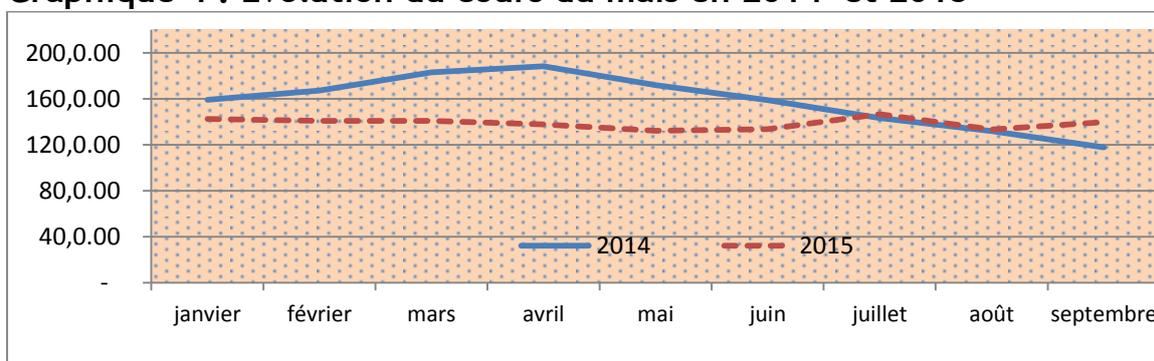
1.3.3 Produits agricoles

A fin septembre 2015, en moyenne mensuelle, les cours du riz et du maïs ont connu une évolution haussière au marché de Chicago sur fond notamment de conditions météorologiques moins favorables dans les zones de production. Ainsi, les prix se sont fixés en moyenne respectivement à 277,39 USD la tonne et 137,03 USD la tonne, soit de hausses mensuelles de 8,1 % et 1,3 %.

Graphique 3 : Evolution du cours du riz en 2014 et 2015



Graphique 4 : Evolution du cours du maïs en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo.

II. EVOLUTION SECTORIELLE DE LA CONJONCTURE INTERIEURE

2.1 Secteur réel : Activité économique et Prix intérieurs

2.1.1 Activité économique

Initialement estimé à 10,3 % au début de l'année, le taux de croissance a été revu à la baisse à 9,2 % sur base des réalisations de la production à fin mars, avant d'être ramené à 8,4 %, selon les données de réalisation à fin juin.

Outre les contraintes structurelles, auxquelles l'économie congolaise est confrontée, ce ralentissement de la croissance s'explique également par la baisse des cours de produits miniers sur le marché international.

Cependant, ce niveau de croissance de 8,4 % demeure vigoureux et dépasse la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, estimée à 4,4 % suivant les perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI au mois de juillet courant.

a) Analyse de la croissance suivant l'Approche de la production

Du point de vue de l'offre, cette croissance reste soutenue essentiellement par le secteur primaire dont la contribution se situe à 3,8 points de pourcentage, impulsée par la production minière, principalement le cuivre, le cobalt et l'or. Le secteur tertiaire vient en deuxième position, avec une contribution de 3,3 points de croissance, suite au bon comportement des branches « Commerce » ainsi que « Transports et communication ».

Quant au secteur secondaire, il a été marqué par un léger recul de 0,1 point de sa contribution à la croissance comparativement à l'année précédente, affichant une contribution de 1,1 point en 2015. Cette situation est consécutive principalement à la baisse observée dans la contribution de la branche « Industries manufacturières ».

**Tableau 2 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)**

Branches d'activité	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Secteur primaire	4 357,31	4 736,67	13,2	5,5	8,7	3,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 700,80	1 776,69	4,7	0,8	4,5	0,8
Agriculture	1 625,00	1 689,08	4,0	0,7	3,9	0,6
vivrière	1 600,77	1 663,64	3,9	0,6	3,9	0,6
rente	24,23	25,44	10,4	0,0	5,0	0,0
Sylviculture	72,94	84,64	25,5	0,2	16,0	0,1
Elevage, pêche et chasse	2,86	2,97	3,9	0,0	3,9	0,0
Extraction	2 656,51	2 959,99	19,3	4,7	11,4	3,0
Secteur secondaire	1 551,63	1 660,28	7,4	1,2	7,0	1,1
Industries manufacturières	1 088,39	1 193,73	9,9	1,1	9,7	1,0
Industries alimentaires, boissons et tabac	922,88	1 013,20	13,2	1,2	9,8	0,9
Autres industries manufacturières	165,51	180,53	-5,5	-0,1	9,1	0,1
Bâtiment et travaux publics	395,45	396,36	1,2	0,0	0,2	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	67,78	70,19	6,3	0,0	3,6	0,0
Secteur tertiaire	3 880,32	4 217,47	6,7	2,6	8,7	3,3
Commerce	1 415,70	1 537,01	4,8	0,7	8,6	1,2
Transports et télécommunications	1 220,22	1 332,22	6,0	0,8	9,2	1,1
Autres services hors adm. publique	926,12	1 013,46	10,9	1,0	9,4	0,9
Services d'administration publique	382,75	406,48	7,7	0,3	6,2	0,2
SIFIM (1)	-64,47	-71,70	14,7	-0,1	11,2	-0,1
PIB au prix de facteurs	9 789,25	10 614,43	9,6	9,3	8,4	8,2
Taxes sur les produits	303,59	329,46	5,2	0,2	8,5	0,3
PIB aux prix constants du marché	10 092,8	10 943,88	9,5%	9,5%	8,4%	8,4%

(1) Service d'Intermédiation financière indirectement mesuré.

Source : CESCEN

b) Analyse de la croissance suivant l'Approche par la dépense

Du point de vue de la demande, la croissance du PIB serait essentiellement marquée par la composante « demande intérieure » en raison de sa forte contribution de 7,8 points, venant de 8,3 points l'année dernière. Comme en 2014, la composante « demande extérieure nette » est restée résiduelle, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,6 point contre 1,1 point l'année précédente.

Tableau 3 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande
(en milliards de CDF, au prix de 2005, sauf indication contraire)

			2014		2015	
	2014	2015	Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
PIB Emplois à prix constants de 2005						
Demande intérieure	12 309,6	13 096,8	6,7	8,3	6,4	7,8
Consommation	9 084,9	9 657,4	7,3	6,7	6,3	5,7
Publique	1 312,2	1 324,8	4,9	0,7	1,0	0,1
Privée	7 772,7	8 332,6	7,8	6,1	7,2	5,5
Investissements bruts	3 224,7	3 439,4	4,8	1,6	6,7	2,1
FBCF	3 224,7	3 438,4	5,4	1,8	6,6	2,1
Publique	806,2	758,6	14,3	1,1	-5,9	-0,5
Privée	2 418,5	2 578,8	2,7	0,7	6,6	1,6
Variation des stocks	0,0	1,0	-	-0,2	-	0,0
Demande extérieure nette	-2 216,8	-2 153,2	-4,5	1,1	-2,9	0,6
Exportations de biens et services	2 909,1	3 342,4	21,4	5,6	14,9	4,3
Exportations des biens	2 833,3	3 267,3	23,0	5,7	15,3	4,3
Produits miniers (+pétrole)	2 443,8	2 746,6	23,3	5,0	12,4	3,0
Autres produits	389,5	520,7	20,6	0,7	33,7	1,3
Exportations des services	75,8	75,0	-17,9	-0,2	-1,0	0,0
Importations de biens et services	5 125,9	5 500,5	8,7	4,4	7,3	3,7
Importations des biens	4 112,6	4 464,4	5,6	2,4	8,6	3,5
Consommations	753,6	818,1	4,8	0,4	8,6	0,6
Equipements	1 859,4	2 016,2	3,0	0,6	8,4	1,6
Intermédiaires	1 499,6	1 630,1	9,5	1,4	8,7	1,3
Importations des services	1 013,3	1 036,1	23,2	2,1	2,3	0,2
PIB (Emplois)	10 092,84	10 943,64	9,5%	9,5%	8,4%	8,4%

Source : CESC.N.

Au cours de la période sous examen, la **demande intérieure** a enregistré une progression de 6,4 % contre 6,7 % en 2014, sous l'effet notamment d'un climat favorable qui a dopé les investissements privés (6,6 % contre 2,2 % précédemment) dans un contexte de maintien du rythme de la consommation des ménages (7,2 % contre 7,8 % une année plus tôt). Ainsi, la consommation finale des ménages et les investissements bruts des privés ont contribué respectivement pour 5,5 points et 1,6 point en 2015 contre 6,1 points et 0,7 l'année dernière à la croissance du PIB.

Par ailleurs, la **demande extérieure nette** s'est seulement ajustée de 2,9 %, avec une contribution de 0,6 point contre 1,1 point. Les exportations des biens et services, quant à elles, ont progressé de 14,9 %, venant de 21,4 %, en raison d'une amélioration des exportations de biens de près de 15,3 % en 2015, dans un contexte d'amenuisement de celles des services de 1,0 %.

Aussi, la contribution des exportations des produits miniers et pétroliers passerait de 5,0 points à 3,0 points, tandis que celle des autres produits atteindrait 1,3 point en 2015 contre 0,7 point en 2014.

2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

Pour le deuxième mois consécutif, la confiance des chefs d'entreprises s'est dégradée en septembre 2015 comme en août en raison principalement des incertitudes liées aux évolutions économiques au plan international couplées aux tensions politiques internes liées au processus électoral, le tout sur fond de la dégradation continue de la fourniture de l'énergie électrique.

Tableau 4 : Evolution du solde brut d'opinions en 2014 et 2015

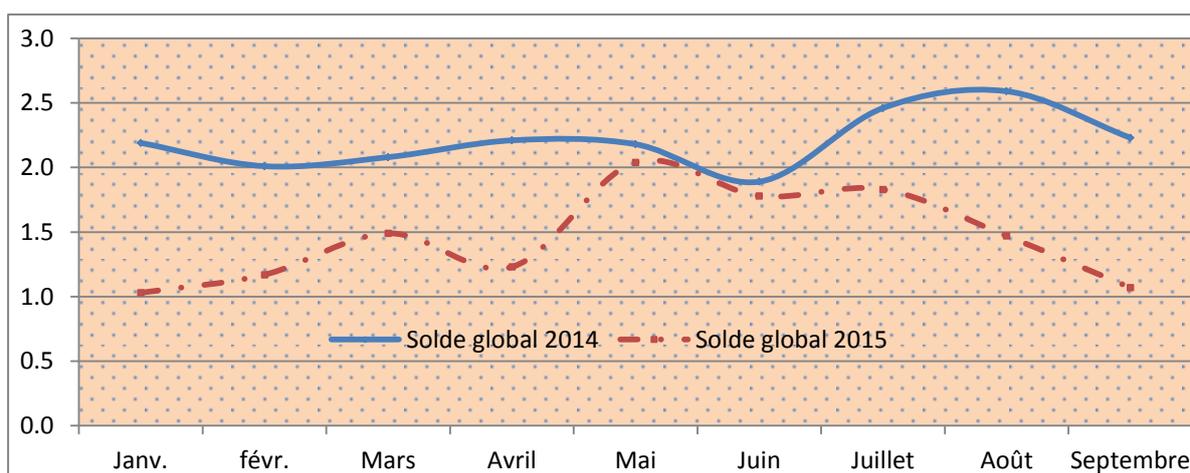
Secteur	2014										2015									
	Janv.	févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	moyenne	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Moyenne
Solde global	21,9	20,1	20,8	22,1	21,8	18,9	24,6	25,9	22,3	22,0	10,3	11,7	14,9	12,3	20,4	17,8	18,3	14,7	10,7	14,6
Industries manufacturières	20,6	19,0	26,6	24,9	12,6	18,6	15,6	13,6	23,1	19,4	11,1	37,7	24,2	16,0	20,7	18,5	16,8	14,6	14,0	19,3
Electricité et Eau	40,2	23,2	25,8	32,7	25,0	23,8	33,9	33,3	26,0	29,3	38,2	37,7	22,1	13,0	22,1	31,1	44,7	36,0	28,8	30,4
Industries extractives	23,8	21,8	21,6	25,0	26,3	23,1	23,4	24,4	22,0	23,5	7,7	5,6	10,6	12,5	21,3	16,7	16,9	13,6	7,9	12,5
Construction	21,0	19,2	18,8	12,1	11,8	10,8	50,0	47,2	40,0	25,7	11,1	13,9	24,4	10,1	15,3	14,7	18,3	15,0	14,6	15,3
Services	3,5	8,5	11,1	7,9	4,4	7,0	19,3	21,5	7,8	10,1	2,3	2,5	13,5	7,9	15,6	11,1	11,6	10,6	8,5	9,3

Source : Banque Centrale du Congo

Ainsi, le solde global brut d'opinions des Chefs d'entreprises a de nouveau fléchi à +10,7 % contre +14,7 % un mois auparavant, alors qu'il était de +18,3 % au mois de juillet.

Le recul du solde global en septembre 2015 reflète la morosité affichée par l'ensemble des branches d'activité économique.

Graphique 5 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2014 - 2015

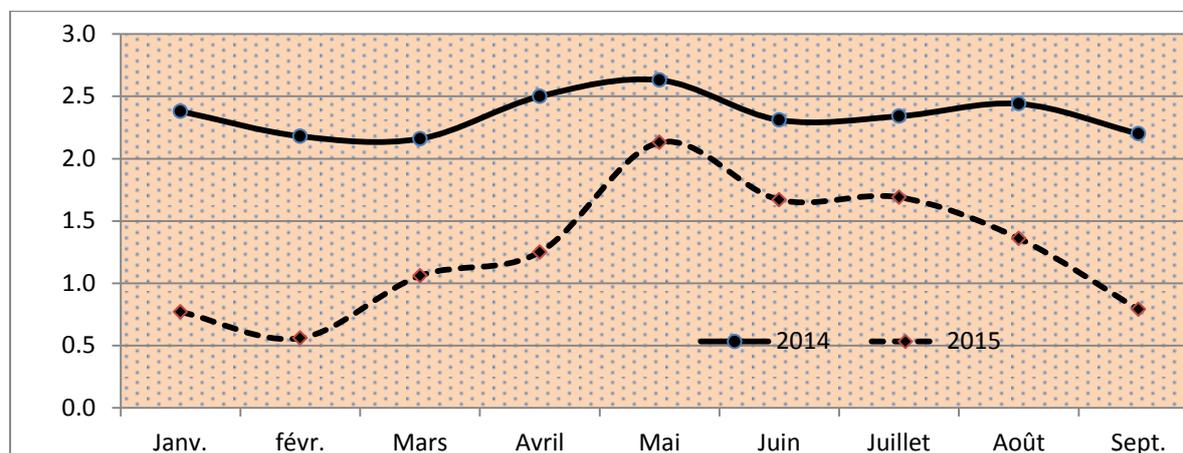


Source : Banque Centrale du Congo

Le profil du climat conjoncturel en RDC au cours du mois de septembre 2015 se présente de la manière ci-après :

Dans les industries extractives, le solde brut d'opinions y afférent s'est, une nouvelle fois, inscrit en baisse, se situant à +7,9 % contre +13,6 % un mois plus tôt. Cette dégradation traduit les difficultés auxquelles sont confrontés les opérateurs de ce secteur du fait des incertitudes liées essentiellement à l'évolution des cours des matières premières sur le marché international.

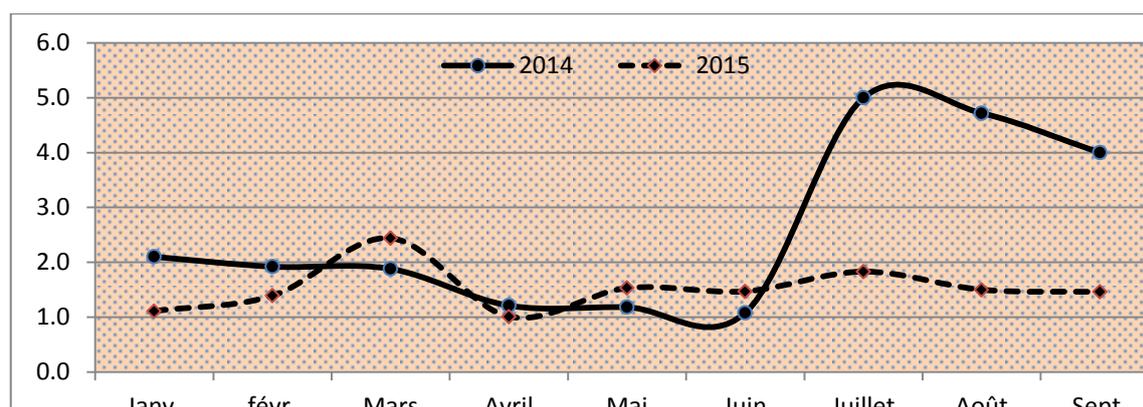
Graphique 6 : Evolution du solde des Industries minières en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Il en est de même de la branche « **Construction** », où le solde brut est tombé à +14,6 % après s'être contracté à +15,0 % le mois précédent. Cette tendance s'explique par la décélération des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base dans le cadre du programme national de modernisation du pays soutenu principalement par les investissements publics dans un contexte de resserrement des conditions financières de l'Etat.

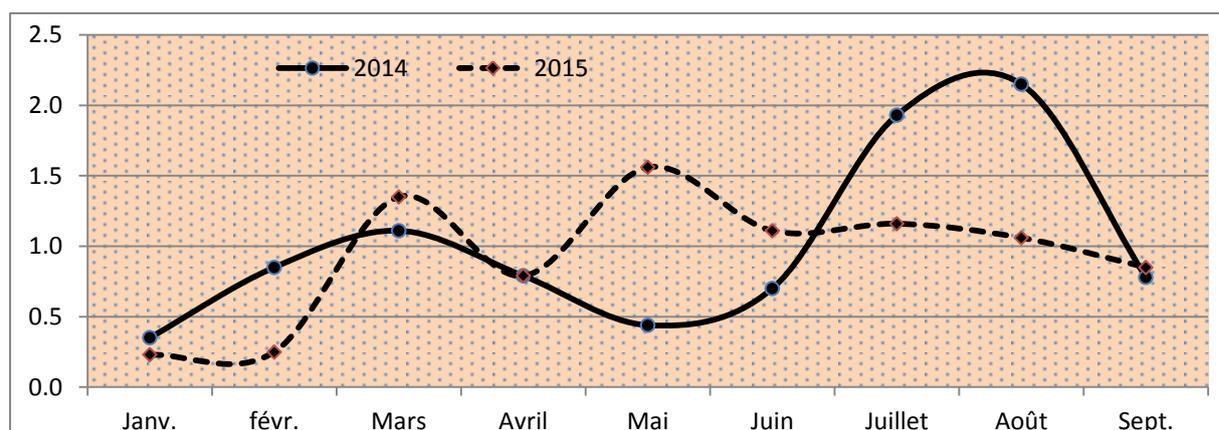
Graphique 7 : Evolution du solde du secteur Construction en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Quant à la branche **des Services**, elle a affiché un solde d'opinions en repli à +8,5 % en septembre 2015 contre +10,6 % un mois auparavant. Cette évolution défavorable résulte principalement de la détérioration des activités de transport ainsi que, dans une moindre mesure, de celles d'hôtellerie et de communication.

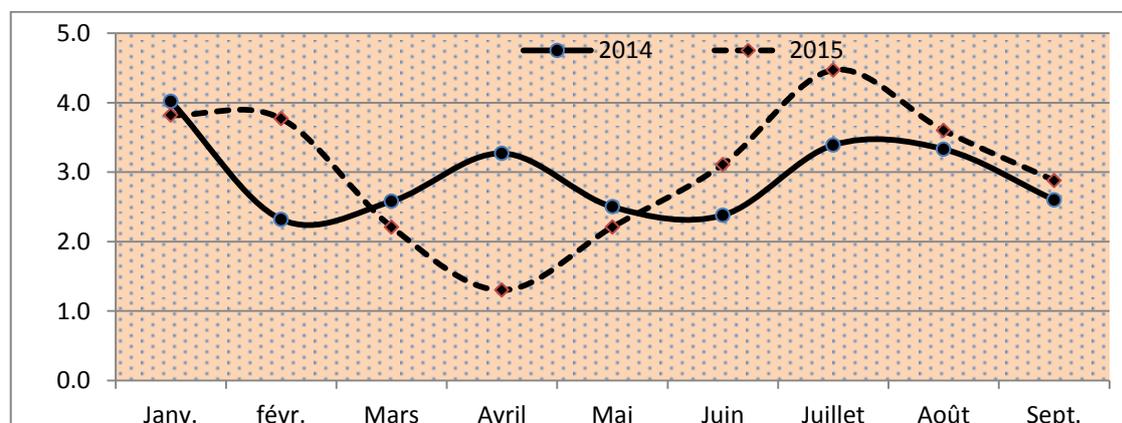
Graphique 8 : Evolution du solde du secteur des Services en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Quant à la branche « *Electricité et Eau* », le solde brut d'opinions a poursuivi la chute entamée le mois précédent, se situant à 28,8 % contre +36,0 % en août dernier. Ce recul, lequel confirme le ralentissement des activités dans la branche, est imputable à la détérioration de la production de l'énergie électrique en raison de la baisse du niveau d'eau sur le fleuve Congo.

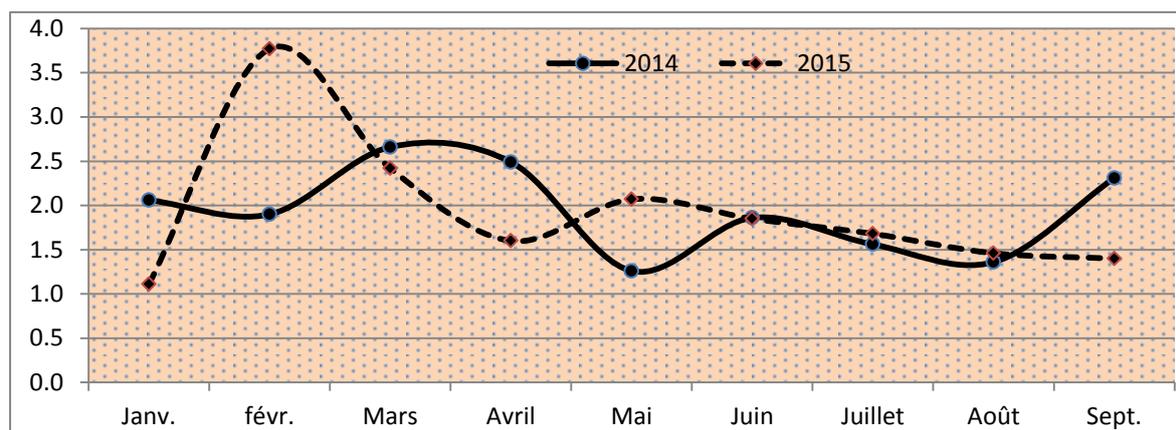
Graph. 9 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

En ce qui concerne *les industries manufacturières*, elles ont enregistré un repli du solde d'opinions des chefs d'entreprises à +14,0 % contre +14,6 % en août dernier. Ce repli est consécutif au pessimisme affectant les industries de viandes et de poissons ainsi que celles de fabrication de produits alimentaires à base de céréales.

Graph. 10 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

2.1.1.2. Evolution des prix intérieurs

a. Inflation globale

Au mois de septembre 2015, l'évolution générale de l'indice des prix à la consommation révèle la poursuite de la stabilité sur le marché des biens et services, en dépit de légères pressions observées dans le comportement de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées ».

Le taux d'inflation s'est positionné à 0,065 %, venant de 0,063 % un mois plus tôt. En cumul annuel, l'inflation se situe à 0,518 %, portant ainsi l'annualisé à 0,691 % et le taux en glissement annuel à 0,678 % contre un objectif de 3,5 %.

Graphique 11 : Evolution de l'inflation de 2009 à 2015



2015 : Taux d'inflation en glissement annuel

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Au mois de septembre 2015, le solde des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, indique un déficit de 16,5 milliards de CDF, résultant des recettes de 324,8 milliards de CDF et des dépenses de 339,1 milliards. En cumul annuel, la situation financière de l'Etat présente un excédent de 62,5 milliards de CDF.

Tableau 5 : Situation des opérations du Trésor en 2014 et 2015
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	MOIS DE SEPTEMBRE			CUMUL SEPT. 2014	CUMUL SEPTEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014
	2014	2015	Var.en %		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Total revenus et dons	261,5	324,8	24,2	2 853,0	3 096,8	2 995,9	96,7	5,0
Total dépenses	317,8	339,1	6,7	2 598,5	3 151,7	2 833,9	89,9	9,1
Amortissement de la dette	6,6	2,2	- 67,2	99,0	91,0	99,6	109,4	0,6
Solde général (hors dette)	- 56,3	- 14,3	74,6	254,5	- 54,9	162,0	- 295,3	- 36,3
Solde intégrant l'amort.	- 62,9	- 16,5	73,8	155,5	- 145,9	62,5	- 42,8	- 59,8

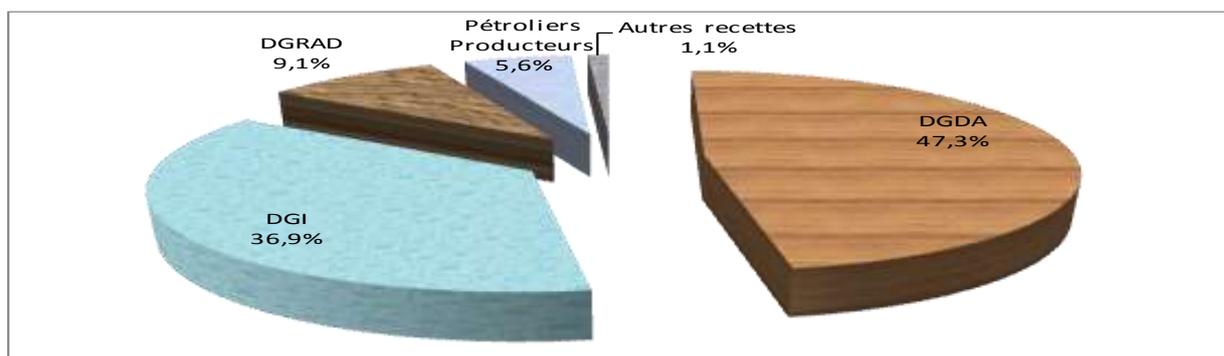
Source : PTR du secteur public

➤ Evolution mensuelle des recettes au 30 septembre 2015

Programmées à 360,0 milliards de CDF, les recettes recouvrées par les services mobilisateurs ont atteint 324,8 milliards, dégagant ainsi un taux de réalisation de 90 %. Comparées aux recettes réalisées au même mois de l'année passée, il a été constaté un accroissement de 24,2 %. Cette augmentation est localisée principalement au niveau des recettes mobilisées par la DGI qui ont crû de 47,6 %.

La structure de ces recettes confirme la prépondérance des recettes fiscales de la « DGDA » et de la « DGI » qui ont représenté respectivement 47,3 % et 36,9 % du total tandis que celles de la DGRAD et des pétroliers producteurs ont représenté 9,1 % et 5,6 %. Le reliquat, soit 1,1 % a été constitué des autres recettes.

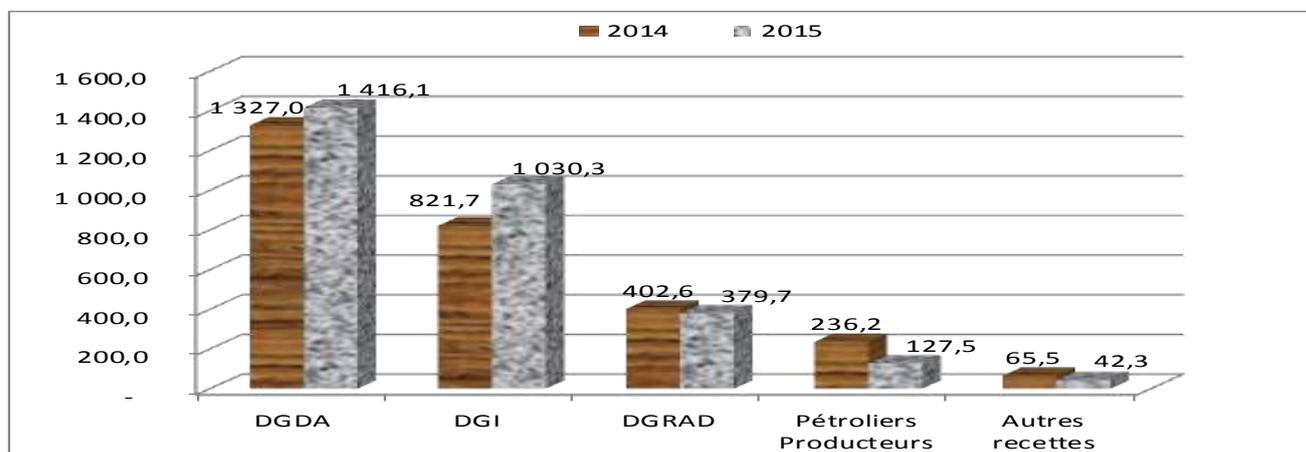
Graphique 12 : Parts relatives des recettes publiques au 30 septembre 2015



Source : PTR secteur public

Aux neuf premiers mois de l'année en cours, les recettes publiques se sont situées à 2.995,9 milliards de CDF représentant un taux d'exécution de 96,7 % par rapport à leur prévision. Comparé à la même période de l'année précédente, elles ont enregistré un accroissement de 5,0 %.

Graphique 13 : Composition par rubrique des recettes publiques en cumul annuel à fin septembre 2015



Source : PTR secteur public

Tableau 6 : ventilation des recettes publiques par régime financière (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	MOIS DE SEPTEMBRE			CUMUL SEPT. 2014	CUMUL SEPTEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014
	2014	2015	Var.en %		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
DGDA	130,4	154,4	18,4	1 327,0	1 450,2	1 416,1	97,7	6,7
DGI	75,9	112,0	47,6	821,7	1 110,5	1 030,3	92,8	25,4
DGRAD	36,2	33,4	- 7,9	402,6	377,4	379,7	100,6	- 5,7
Pétroliers Producteurs	14,9	21,8	46,4	236,2	122,4	127,5	104,2	- 46,0
Dons et autres	4,1	3,3	- 20,8	65,5	36,3	42,3	116,4	- 35,4
RECETTES TOT. ET DONNS	261,5	324,8	24,2	2 853,0	3 096,8	2 995,9	96,7	5,0

Source : PTR du secteur public

➤ Evolution mensuelle des dépenses à fin septembre 2015

Les dépenses mensuelles, hors amortissement de la dette, ont été prévues à 390,9 milliards de CDF, alors que le montant effectivement décaissé s'est chiffré à 339,1 milliards, soit un taux d'exécution de 87,0 %. Comparé aux dépenses mensuelles de la période correspondante de l'année passée, il se dégage un accroissement de 6,7 %.

D'autre part, la structure des dépenses a été maintenue avec la prédominance des dépenses courantes au détriment de celles en capital représentant dans le même ordre 85,2 % et 14,0 % rapportées au total des dépenses hors amortissement de la dette.

En cumul annuel, les dépenses, hors amortissement, ont été exécutées à 89,9 % s'établissant à 2.833,9 milliards de CDF, soit un accroissement de 9,1 % par rapport à la même période de l'année passée.

Tableau 7 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	MOIS DE SEPTEMBRE			CUMUL SEPT. 2014	CUMUL SEPTEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014
	2014	2015	Var.en %		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Dépenses courantes hors TVA-R	265,7	289,0	8,8	2 214,0	2 534,6	2 440,1	96,3	10,2
Intérêt sur la dette	11,3	8,1	- 28,3	86,7	76,6	79,4	103,6	- 8,4
- dont dette extérieure	3,0	0,4	- 87,3	13,3	13,1	11,7	89,3	- 11,8
Dépenses en capital	49,0	47,3	- 3,4	324,0	455,9	334,4	73,4	3,2
Autres dépenses	3,2	2,7	- 13,1	60,5	161,2	59,4	36,8	- 1,8
Total dépenses (hors amort)	317,8	339,1	6,7	2 598,5	3 151,7	2 833,9	89,9	9,1

Source : PTR du secteur public

2.2.2. Plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

Au 30 septembre 2015, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée avec un léger excédent de 4,0 millions de CDF, découlant des encaissements de 16,923 milliards et des décaissements de 19,919 milliards de CDF.

Tableau 8 : Plan de trésorerie de la BCC en 2014 et 2015
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL A FIN SEPTEMBRE			AU 30 SEPTEMBRE 2015		
	2014	2015	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	141,251	145,119	2,7	14,144	16,923	119,6
DECAISS.	141,202	145,085	2,7	14,144	16,919	119,6
RESULTAT	0,049	0,034	- 30,9	-	0,004	

Source : Banque Centrale du Congo

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

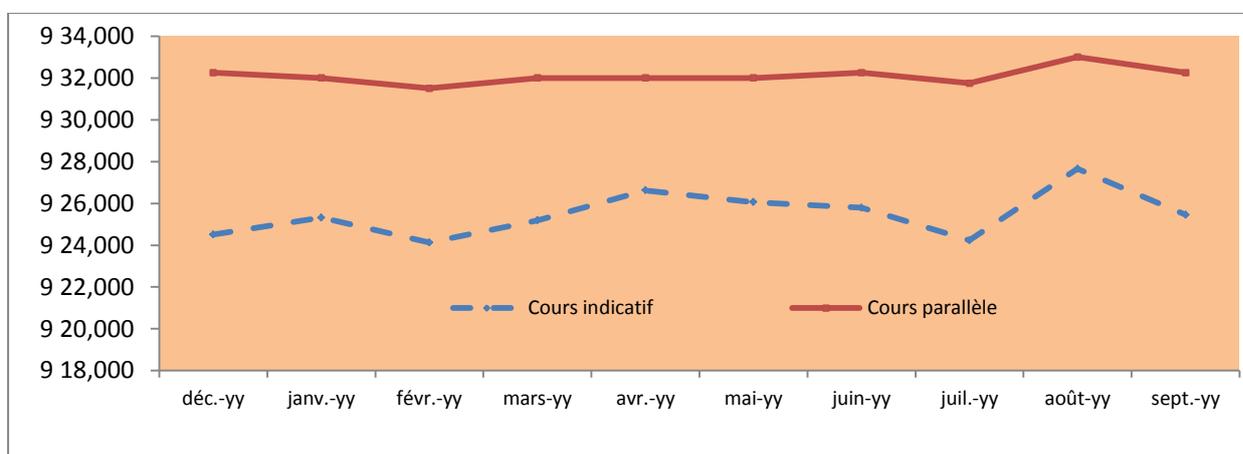
2.3.1. Le marché des changes

A fin septembre 2015, le marché des changes est demeuré stable dans ses deux segments. En effet, le taux de change s'est établi à 925,45 CDF le dollar à l'indicatif et 932,25 CDF au parallèle. Comparé à la situation à fin août 2015, il se dégage des appréciations de 0,2 % et 0,1 % respectivement à l'interbancaire et au parallèle.

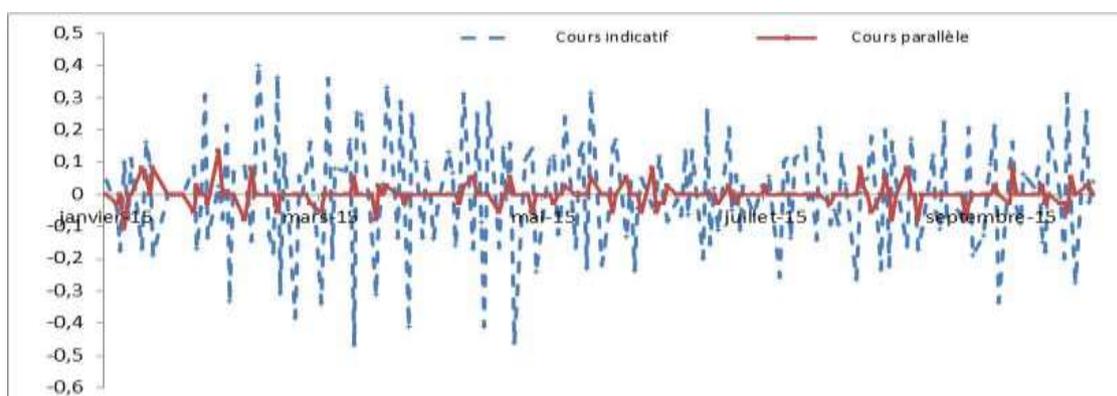
Tableau 9 : Evolution des taux indicatif et parallèle fin période en 2015

	Taux de change CDF/1 USD		Variation en mensuelle (en %)		var. en% par rapport à fin déc. -14	
	Indicatif	Parallèle	Indicatif	Parallèle	Indicatif	Parallèle
31-déc.-14	924,51	932,25				
30-janv.-15	925,32	932,00	-0,09	0,03	-0,09	0,02
27-févr.-15	926,06	932,00	0,12	0,05	0,02	0,03
27-mars-15	924,90	932,00	-0,08	-0,05	-0,09	0,02
30-avr-15	926,62	932,00	-0,19	0,00	-0,27	0,02
29-mai-15	926,06	932,00	-0,32	0,00	-0,21	0,03
29-juin-15	925,20	932,25	0,14	0,00	-0,12	0,00
31-juil.-15	924,23	931,75	0,02	0,05	-0,01	0,05
31-août-15	927,65	933,00	-0,37	-0,13	-0,38	-0,08
30-sept.-15	925,45	932,25	0,24	0,08	-0,15	0,00

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 14: Evolution des taux de change indicatif et parallèle (CDF/ 1 USD)

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 15 : Volatilité des taux de change indicatif et parallèle

Source : Banque Centrale du Congo

2.3. 2. Budget en devises et Réserves internationales

A fin septembre 2015, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit mensuel de 77,8 millions de USD en raison de la faiblesse des recettes face à des dépenses croissantes. En cumul annuel, il a été enregistré une consommation nette de devises de 125,3 millions de USD, ramenant ainsi le niveau des réserves internationales à 1.502,78 millions contre 1.580,23 millions un mois auparavant. Ce niveau correspond à 6,20 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Tableau 10 : Exécution du budget en devises en 2015 (en millions de USD)

RUBRIQUES	Cumul 2014	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	29-mai-15	29-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	Cumul
Stock initial		1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,02	1 651,98	1 598,85	1 640,31	1 512,12	
I. FLUX PROJETE EN RECETTES	743,66	148,76	32,39	30,41	119,95	14,69	30,03	78,87	23,41	4,13	481,47
A. Recettes d'exploitation	56,68	3,52	4,36	5,17	4,40	4,00	22,99	24,76	20,24	3,90	92,27
Redevance de contrôle de change	46,72	2,86	3,68	4,42	3,80	3,44	3,95	4,40	3,80	3,50	32,98
B. Opérations de change	686,98	145,25	28,03	25,24	115,60	10,68	7,04	54,11	3,16	0,19	389,20
1. Rachat recettes fiscales et non fisc	67,17	105,06	0,53	0,39	79,60	0,68	0,64	44,34	0,16	0,19	231,49
Recettes pétrolière	12,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes minières	22,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. Achats interbancaires (Adjudications)	611,60	20,00	27,50	23,50	36,00	10,00	6,40	0,00	3,00	0,00	126,40
II. FLUX PROJETES EN DEPENSES	824,53	41,06	49,83	68,54	101,22	78,73	83,16	37,41	83,48	81,94	606,81
A. Dépenses du Trésor	763,83	37,15	45,53	58,71	94,95	75,14	72,28	35,23	80,25	74,07	557,10
1. Service de la dette extérieure	208,82	0,54	5,06	10,77	32,80	27,05	29,90	2,97	9,51	2,71	118,58
2. Paiement des diverses créances	73,41	4,72	3,69	5,27	6,78	5,40	5,43	5,39	6,20	5,61	47,36
3. Fonctionnement	481,60	31,89	36,78	42,68	55,40	42,69	36,94	26,88	64,54	65,75	391,16
Fournisseur étrangers	221,86	10,28	4,19	19,50	25,40	12,94	10,03	12,18	21,88	0,40	151,06
B. Dépenses BCC	60,70	3,91	4,30	9,83	6,30	3,59	10,87	2,18	3,24	7,87	49,71
Ventes interbancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BALANCE	-80,87	107,70	-17,44	-38,13	18,73	-64,04	-53,13	41,46	-60,08	-77,81	-125,34
Stock final	1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,02	1 651,98	1 598,85	1 640,31	1 580,23	1 502,78	1 502,78

Source : Banque Centrale du Congo

La baisse notée des recettes en devise résulte principalement de la baisse de l'offre de devise liée aux turbulences des cours des matières premières sur le marché international d'une part et d'autres part, aux effets perturbateurs de la TVA-R qui a conduit à une surliquidité des entreprises minières en monnaie nationale, les empêchant ainsi à vendre la devise sur le marché.

2.4 Monnaie et Crédit

2.4.1 Evolution de l'offre de monnaie

A fin septembre 2015, la masse monétaire s'est établie à 4.219, 07 milliards de CDF, soit une progression de 6,3 % par rapport au niveau de fin décembre 2014. S'agissant des contreparties, la masse monétaire a été impulsée par les avoirs intérieurs nets dont la contribution dans l'accroissement a été de 9,5 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont induit une destruction de la monnaie à raison de 3,2 points de pourcentage à la suite de la consommation des réserves internationales de la Banque centrale.

Tableau 11 : Variation de la Masse monétaire

Contreparties		Composantes	
Rubriques	Contribution à la variation de M2 (en Pts de %)	Rubriques	Part dans la variation de M2 (en %)
Avoirs extérieurs Nets	-3,2	Monnaie et quasi-monnaie (M2)	6,4
dont BCC	-3,2	dont Monnaie	-0,4
BCM	0,1	Quasi-monnaie	6,8
Avoirs Intérieures Nets	9,5	Provisions pour Importations	-0,1
Variation de la masse monétaire	6,3	Variation de la masse monétaire	6,3

Source : Banque Centrale du Congo

Par ailleurs, l'offre de la monnaie centrale a baissé de 4,5 %, atteignant 1.086,60 milliards de CDF contre une progression de 6,0 % à la période correspondante de 2014. Ce recul, au niveau des contreparties, est expliqué par une sensible régression des avoirs extérieurs nets de 36,4 % atténuée par la progression des avoirs intérieurs nets de 9,9 %. D'un mois à l'autre, la base monétaire a baissé de 65,12 milliards de CDF, du fait du recul des avoirs extérieurs nets de 59,6 milliards et des avoirs intérieurs nets de 5,50 milliards de CDF.

2.4.2. Marché monétaire

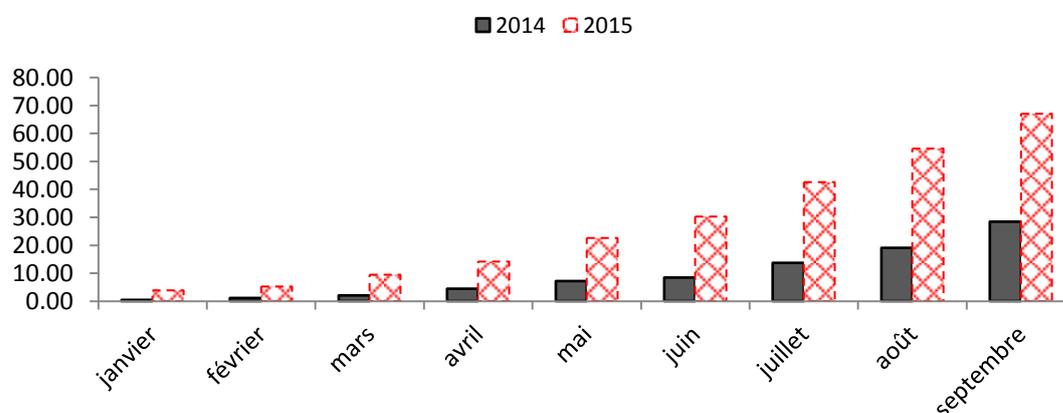
- Guichet des facilités permanentes

A fin septembre 2015, le guichet des facilités permanentes a enregistré des opérations mensuelles de 1.243,00 milliards de CDF contre 1.201,5 milliards de CDF un mois plus tôt, soit une hausse de 3,5 %. Pour rappel, les opérations à ce même guichet, au mois de septembre 2014, se chiffraient à 937,05 milliards.

En cumul annuel, les opérations ont atteint 6.698,99 milliards de CDF contre 2.842,10 milliards à la période correspondante de 2014, soit un accroissement de 3.856,89 milliards de CDF.

Graphique 16 : Evolution des facilités permanentes 2014 et 2015

(en milliards de CDF)

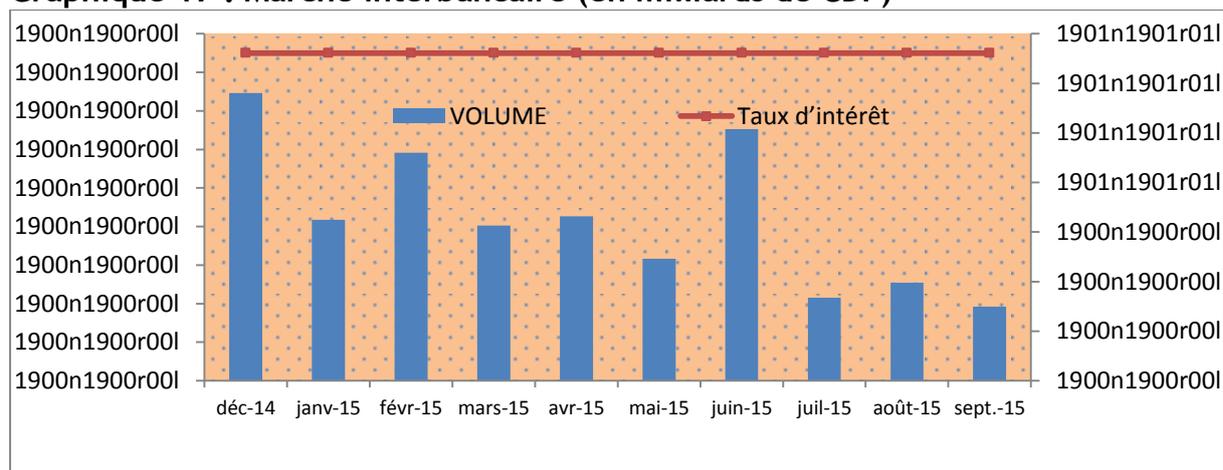


Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché interbancaire**

A fin septembre 2015, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations annuelles à hauteur de 2.699,18 milliards de CDF contre 2.775,68 milliards à la période correspondante de 2014, soit une baisse de 76,50 milliards de CDF. En flux mensuel, le volume des transactions s'est chiffré à 149,33 milliards de CDF à fin septembre 2015 contre 326,38 milliards à la même période de 2014, soit un recul de 177,05 milliards. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,7 %, soit le même niveau qu'à fin décembre 2014.

Graphique 17 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)

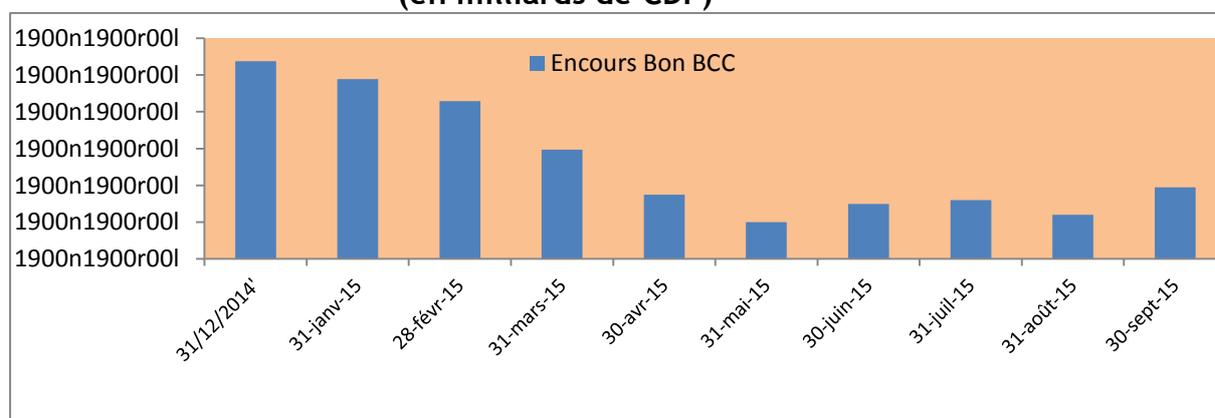


Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

Au 30 septembre 2015, l'encours Bons BCC s'est situé à 39 milliards de CDF, dégagant une ponction mensuelle de 15 milliards et une injection annuelle de 68,4 milliards. Cet encours est reparti de la manière suivante : 7,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 22,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 10,0 milliards pour celle à 84 jours.

Graphique 19 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2015 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Les taux moyens pondérés des Bons BCC à 7 et 84 jours se sont situés à 0,25 % et 0,63 % au 30 septembre 2015, soit de niveaux identiques à la situation observée un mois plutôt et 0,36 % pour celle à 28 jours contre 0,25 % un mois plus tôt. S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel se chiffre à 1,32 point contre 0,77 point à fin décembre 2014.

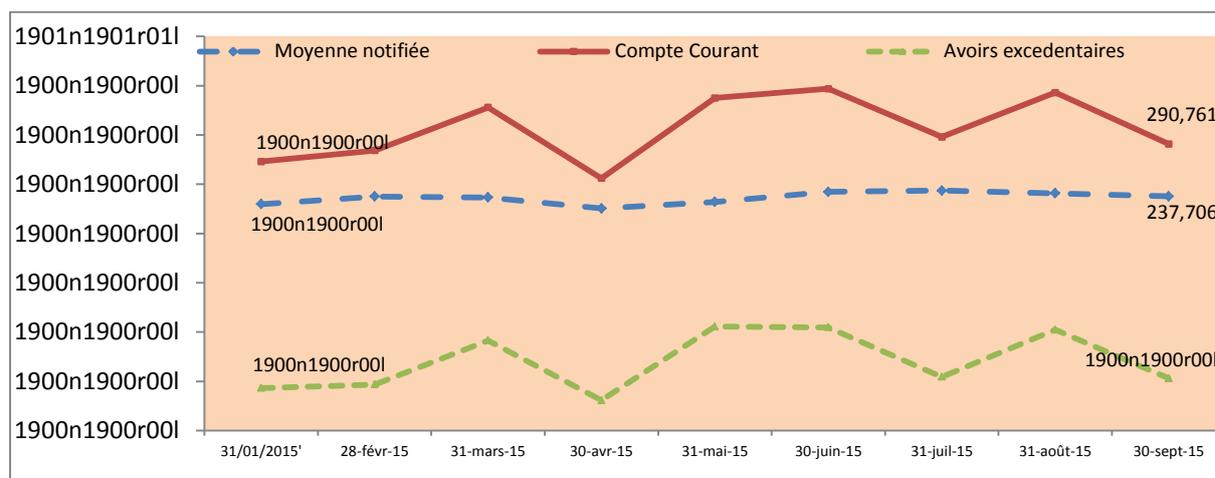
Quant aux taux moyens pondérés réels des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours, ils sont négatifs pour les trois maturités, soit -0,42 point pour celui à 7 jours, -0,05 point pour celui à 28 jours et -0,32 point pour celui à 84 jours.

- **Evolution des avoirs libres des banques**

A fin septembre 2015, le compte courant des banques a connu une hausse de 18,64 milliards de CDF, se situant à 290,76 milliards de CDF contre 272,12 milliards au 31 décembre 2014.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 septembre au 14 octobre 2015 étant de 237,71 milliards de CDF, il se dégage des avoirs excédentaires des banques de 53,06 milliards de CDF contre 73,06 milliards à la période correspondante de l'année 2014.

Graphique 19 : Compte courant des banques en 2015 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution des émissions monétaires**

A fin septembre 2015, les émissions nettes cumulées se sont établies à 71,45 milliards de CDF contre 88,11 milliards à la période correspondante de 2014, tenant à des destructions de 98,48 milliards et des émissions de 169,93 milliards.

Le cumul des billets recyclés s'est établi à 1.117, 53 milliards de CDF contre 728,27 une année avant, soit une hausse de 53,5 %.

Tableau 12 : Evolution des émissions monétaires en 2015 (en millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Cumul/An
Prévisions émissions	7 490,70	46 850,00	-	32 770,00	-	42 000,00	4 472,00	31 928,00	5 123,00	170 633,70
Emissions = (A)	2 481,30	43 182,50	6 868,15	29 111,02	4 007,00	38 348,00	6 534,50	33 548,85	5 849,11	169 930,42
Destructions = (B)	11 522,00	2 112,50	312,50	10 775,00	25 326,41	24 713,09	13 914,50	5 514,01	4 290,00	98 480,00
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 9 040,70	41 070,00	6 555,65	18 336,02	- 21 319,41	13 634,91	- 7 380,00	28 034,84	1 559,11	71 450,42
Recyclage	141 454,06	94 010,32	117 945,67	113 635,24	108 346,92	121 588,87	153 324,36	119 923,55	147 297,68	1 117 526,68
dont au Siège	56 882,50	34 629,72	45 859,78	41 646,54	40 616,80	48 685,52	64 740,53	41 280,30	56 805,82	431 147,51
dont en provinces (*)	84 571,56	59 380,60	72 085,89	71 988,70	67 730,12	72 903,35	88 583,83	78 643,25	90 491,87	686 379,17

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin septembre 2015, l'interaction des facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une ponction nette de liquidité de 61,2 milliards de CDF contre une injection programmée de 115,8 milliards de CDF. Cette situation est expliquée principalement par l'action des facteurs institutionnels.

Tableau 13 : Facteurs de liquidité bancaire en 2015 (flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
Variation en milliards de CDF	sept-15	30-sept-15	
1. Fact. autonomes (hors circul fiduc.)	154,5	-94,0	-248,5
a) AEN	75,9	-128,7	-204,6
b) AIN	78,5	34,7	-43,9
. Crédits intérieurs	78,5	25,2	-53,3
* CNE	112,9	-11,1	-124,0
* Créances sur BCM (RME)	-33,0	31,8	64,8
* Créances sur secteur privé	-1,4	4,5	5,9
. APN hors Bons BCC	0,0	9,5	9,5
2. Fact. Institutionnels	39,1	-32,8	-71,8
a) Encours Bons BCC	52,6	-68,4	-121,0
b) Réserve Obligatoire	33,0	10,2	-22,8
c) Encours refinancement	46,6	-25,3	-71,9
Fact. Instit. Fact. Auton. (a)	115,4	-61,2	-176,6

Source : BCC. (i)+ Injection ; - ponction

- Evolution des facteurs autonomes

A fin septembre 2015, les facteurs autonomes ont contribué à une ponction de la liquidité de 94,0 milliards de CDF contre une injection programmée de 154,5 milliards. Cette évolution est principalement liée aux avoirs extérieurs nets qui ont ponctionné 128,7 milliards, alors qu'ils devraient injecter 75,9 milliards de CDF, suivant la programmation.

• Evolution des facteurs institutionnels

Les instruments de la politique monétaire ont injecté de la liquidité à hauteur de 32,8 milliards de CDF contre une ponction programmée de 39,1 milliards. Cette situation est consécutive à l'injection réalisée via les Bons BCC de 68,4 milliards, contrebalancée par les ponctions opérées par l'encours de refinancement de 25,3 milliards et la réserve obligatoire de 10,2 milliards de CDF.

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin septembre 2015, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 10,9 % par rapport à fin décembre 2014, atteignant un niveau de 3.731,37 millions de USD. Rapproché à leur niveau d'il y a un mois, ils ont progressé de 0,5 %.

Selon la monnaie de constitution, ces dépôts ont augmenté de 11,0 % pour les dépôts en monnaie étrangère et de 10,3 % pour ceux en monnaie nationale par rapport à la situation de 2014.

**Tableau 14 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques
(en millions de USD)**

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	Variation par rapport à 2014 (en %)	Var- Sept-15/Août 2015 (en %)
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 364,10	3 479,87	3 469,90	3 516,28	3 558,75	3 705,40	3 756,62	3 703,07	3 711,39	3 731,37	10,92	0,54
(a) Comptes ordinaires	2 834,24	2 978,72	2 946,82	2 973,26	2 996,06	3 142,54	3 159,66	3 101,16	3 093,19	3 103,30	9,49	0,33
Comptes courants	1 925,01	2 048,99	2 018,90	2 049,88	2 044,23	2 148,98	2 143,25	2 081,88	2 107,32	2 114,64	9,85	0,35
Comptes de chèques	391,51	408,19	409,82	388,31	396,85	415,00	419,10	407,62	395,28	400,87	2,39	1,41
Comptes sur livrets	438,02	440,11	448,65	454,26	459,54	476,97	478,72	483,00	468,91	480,92	9,79	2,56
Provisions crédocs	15,16	15,66	14,78	15,46	21,74	17,64	17,31	29,92	20,68	12,67	-16,45	-38,73
Autres	64,53	65,76	54,67	65,36	73,70	83,96	101,29	98,73	101,00	94,20	45,98	-6,73
(b) Dépôts à terme	491,65	461,86	481,49	501,66	520,69	504,80	528,44	530,01	549,09	559,22	13,74	1,84
(c) Dépôts à régime spécial	38,21	39,29	41,59	41,37	42,00	58,06	68,51	71,91	69,11	68,85	80,20	-0,37
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 364,10	3 479,87	3 469,90	3 516,28	3 558,75	3 705,40	3 756,62	3 703,07	3 711,39	3 731,37	10,92	0,54
MN	486,45	526,84	538,09	539,19	471,17	489,62	520,17	504,71	560,32	536,51	10,29	-4,25
ME	2 877,65	2 953,03	2 931,81	2 977,09	3 087,57	3 215,77	3 236,45	3 198,36	3 151,07	3 194,86	11,02	1,39
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 364,10	3 479,87	3 469,90	3 516,28	3 558,75	3 705,40	3 756,62	3 703,07	3 711,39	3 731,37	10,92	0,54
Administration publique	173,54	166,13	141,45	132,52	196,17	201,67	149,77	159,16	155,13	135,41	-21,97	-12,72
Administration publique locale	38,12	36,53	33,56	33,48	30,95	34,12	44,07	45,35	44,44	43,16	13,22	-2,87
Entreprises publiques	273,18	291,93	287,40	285,75	286,32	292,39	297,60	267,64	284,78	298,66	9,33	4,87
Entreprises privées	1 391,16	1 451,73	1 498,16	1 534,08	1 489,67	1 559,80	1 631,38	1 738,41	1 614,07	1 648,45	18,49	2,13
Ménages	1 488,11	1 533,55	1 509,32	1 530,45	1 555,65	1 617,43	1 633,80	1 492,51	1 612,96	1 605,69	7,90	-0,45

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.4.2. Crédits à l'économie

A fin septembre 2015, l'encours du crédit à la clientèle a connu une progression de 13,3 % par rapport à décembre 2014, dominé par les crédits en monnaie étrangère.

**Tableau 15 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle
(en millions de USD)**

Rubriques	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	Variation par rapport à 2014 (en %)	Var- Sept-15/Août 2015 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 119,12	2 071,09	2 094,76	2 070,79	2 222,61	2 219,68	2 359,10	2 382,99	2 385,89	2 399,89	13,25	0,59
1. Crédits nets par terme	2 031,71	1 980,90	2 007,54	1 979,86	2 123,94	2 118,31	2 255,00	2 280,48	2 278,90	2 290,20	12,72	0,50
Crédits à long terme	86,20	85,94	84,72	88,97	88,92	134,03	213,08	209,60	207,89	208,75	142,18	0,42
Crédits à moyen terme	546,32	533,58	546,52	543,01	554,18	567,28	603,25	594,92	601,72	654,53	19,81	8,78
Crédits à court terme	517,72	478,74	513,95	482,76	505,74	506,94	470,70	482,05	395,16	406,37	-21,51	2,84
Découvert bancaire	800,85	790,61	779,62	750,69	852,91	808,75	851,15	871,31	940,57	877,90	9,62	-6,66
Crédits nets en souffrance	80,61	92,04	82,73	114,44	122,19	101,31	116,82	122,60	133,55	142,65	76,95	6,81
2. Provisions pour crédits par monnaies	87,41	90,19	87,21	90,92	98,66	101,36	104,10	102,51	107,00	109,70	25,50	2,52
Ventilation des crédits par monnaies	2 031,71	1 980,90	2 007,54	1 979,86	2 123,94	2 118,31	2 255,00	2 280,48	2 278,90	2 290,20	12,72	0,50
MN	227,22	173,44	198,23	187,12	192,13	194,40	210,79	232,46	236,92	249,07	9,62	5,13
ME	1 804,49	1 807,45	1 809,31	1 792,74	1 931,82	1 923,92	2 044,21	2 048,03	2 041,97	2 041,13	13,11	-0,04
Crédits bruts à la clientèle par secteur	2 119,12	2 071,09	2 094,76	2 070,79	2 222,61	2 219,68	2 359,10	2 382,99	2 385,89	2 399,89	13,25	0,59
Administration publique	89,05	86,81	94,56	90,94	100,07	103,39	95,79	94,50	91,75	88,53	-0,58	-3,50
Entreprises publiques	155,37	150,18	146,09	126,28	146,23	144,25	150,52	148,32	131,80	121,85	-21,57	-7,55
Entreprises privées	1 277,67	1 233,17	1 254,88	1 241,06	1 374,26	1 352,36	1 467,10	1 464,35	1 474,48	1 441,30	12,81	-2,25
Ménages	597,03	600,93	599,23	612,51	602,05	619,67	645,69	675,82	687,86	748,21	25,32	8,77

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire

Tous les objectifs de la politique monétaire demeurent sous contrôle.

Tableau 16 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instruments	Niveau	Marges	
Taux directeur	2,00 %	1,32 point	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	0,25	- 0,43 point	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	0,63	- 0,05 point	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	0,36	- 0,32 point	
Coefficient de réserve obligatoire	➤ Dépôts en ME :		
	- 8 % pour les dépôts à vue		
	- 7 % pour les dépôts à terme		
	➤ Dépôts en MN :		
	- 2 % pour les dépôts à vue		
	- 0 % pour les dépôts à terme		
Objectifs de Politique Monétaire	Cible	Réalisation	Ecart
	Septembre 2015	30 sept-15	
Taux d'inflation en glissement annuel	3,5 %	0,678	-2,82
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	1.274,30	1.073,57	-200,73
M2 hors provisions et dépôts en devises (miads CDF)	1.293,11	1.239,89	-53,22

Source : Banque Centrale du Congo